

## Les subsides

Ville	Locaux distincts	Locaux partagés avec la GRC	Année financière prévue pour la séparation
Victoria (C.-B.)		X	1985
Vancouver (C.-B.)	X		
Edmonton (Alberta)		X	1985
Calgary (Alberta)	X		
Regina (Saskatchewan)	X		
Saskatoon (Saskatchewan)		X	1985
Winnipeg (Manitoba)		X	à déterminer
Toronto (Ontario)		X	1985
London (Ontario)	X		
Hamilton (Ontario)		X	1985
Kitchener (Ontario)		X	1985
Niagara Falls (Ontario)		X	1985
Windsor (Ontario)		X	1985
*Ottawa (Ontario)	X	X	à déterminer
Sudbury (Ontario)		X	à déterminer
Montréal (Québec)		X	1986
Québec (Québec)		X	1986
Halifax (Nouvelle-Écosse)		X	à déterminer
Moncton (Nouveau-Brunswick)		X	1986
Saint-Jean (Terre-Neuve)		X	1985

\*Comprend le Quartier général du SCRS et le Bureau régional d'Ottawa.

## [Français]

**M. Dick:** Je suggère, monsieur le Président, que les autres questions soient réservées.

**M. le Président:** On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles réservées?

**Des voix:** D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU  
GOUVERNEMENT

## [Traduction]

## LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 62 DU RÈGLEMENT—  
L'ÉCONOMIE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Garneau:

Que la Chambre regrette que le gouvernement ait encore retardé la présentation d'un budget et ait ainsi assuré qu'il aura passé plus de huit mois au pouvoir sans rien faire de concret pour créer des emplois et pour établir le genre de confiance économique nécessaire à la réalisation des espoirs et aspirations de tous les Canadiens et en particulier des femmes, des jeunes, des agriculteurs, des pêcheurs, des personnes âgées, des autochtones et, surtout, des chômeurs dont le nombre atteint presque le million et demi.

**Mlle Aileen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, ce matin, j'avais entrepris de parler des arrangements commerciaux conclus entre le Canada et les États-Unis. J'avais fait valoir que, certes, ces liens ont une grande importance pour nous et nos rapports avec notre plus grand allié et principal associé commercial sont primordiaux à nos yeux, mais qu'il est également important pour nous de négocier de façon avertie sur toutes ces questions, car les États-Unis ont certainement montré dans le passé leur grande habileté à protéger leurs intérêts.

Les États-Unis ont protesté pendant longtemps et énergiquement contre l'Agence d'examen de l'investissement étranger, alors qu'ils interdisent ou limitent l'investissement étranger dans de nombreux secteurs de leur économie—notamment dans le transport maritime côtier et intérieur, l'aviation, les centrales nucléaires et hydro-électriques, les communications,

les entreprises financières, l'immobilier, la pêche, certaines concessions minières, les travaux de dragage et de sauvetage, et les industries de défense. Comme le savent les députés, le réseau des entreprises de défense est très vaste.

Une comparaison de nos investissements respectifs est très intéressante. Le secteur minier, par exemple, est sous contrôle étranger dans une proportion d'environ 40 p. 100 au Canada, et d'environ 5 p. 100 aux États-Unis; pour le pétrole et le gaz, la proportion est de 50 à 60 p. 100 au Canada par rapport à 18 p. 100 aux États-Unis; pour le secteur manufacturier, 48 p. 100 est sous contrôle étranger au Canada par rapport à 3 p. 100 aux États-Unis. La base même de la politique concernant l'investissement est différente d'un pays à l'autre.

L'économie américaine, à laquelle le gouvernement d'en face voue une très grande admiration, connaît aussi des difficultés. Nous risquons d'être touchés par certaines d'entre elles, à moins de prendre soin de nous protéger. Les États-Unis ont un énorme déficit commercial. Si un jour ils commencent à s'en inquiéter et décident de faire quelque chose à ce sujet, il est certain que nous pourrions en pâtir. Il y a, par exemple, l'Ontario, qui à lui seul exporte plus aux États-Unis que le Japon. Les États-Unis ont également un énorme déficit budgétaire, alimenté par des dépenses militaires énormes. Cela pourrait changer. Les établissements bancaires internationaux pourraient bien s'inquiéter de ces engagements à certains égards excessifs des États-Unis. Si la communauté internationale décidait de regarder cela d'un autre œil, nous pourrions nous trouver très vulnérables si nous avons effectivement mis tous nos œufs dans ce panier, sans négociations ni garanties convenables.

● (1510)

Environ 80 p. 100 de nos échanges se font maintenant avec les États-Unis. Est-ce que le gouvernement a l'intention de laisser les choses à peu près en l'état, de continuer comme le faisait le gouvernement libéral à encourager les exportateurs à trouver d'autres débouchés, particulièrement dans les pays de la bordure du Pacifique, ou s'il a l'intention de nous accrocher plus étroitement aux États-Unis? Voilà les choses qu'il nous faut savoir.

A propos d'ententes commerciales et plus spécialement d'un traité commercial avec les États-Unis, il est impossible de faire cela sans envisager également la question des technologies nouvelles, de la concurrence émergente des pays en voie de développement, des effets que cela a sur nos propres industries, de la nécessité de protéger notre population, que ce soit avec des subventions de recyclage ou des programmes d'adaptation des travailleurs. Tout cela a besoin d'être examiné très attentivement.

Il est fort possible que le gouvernement envisage tout cela, mais nous n'en savons rien parce que la Chambre est de moins en moins appelée à en débattre. De plus en plus on procède par voie de communiqués et de déclarations faites à l'extérieur de la Chambre. Peu de choses comptent plus pour nous que la situation actuelle de l'économie. Nous avons tous été élus par des gens qui ont énormément de mal à traverser la récession. Ils en souffrent et cherchent à être aidés.